



**PRÉFÈTE
DE LA
CHARENTE**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° CUB 016 024 24 X0012

date de dépôt : 03 juin 2024

demandeur : **CVE BIOGAZ**, représentée par
CVE BIOGAZ

pour : **Installation de valorisation de la
biomasse en énergie, en utilisant le procédé
de méthanisation.**

adresse terrain : **lieu-dit Les Commissions, à
Aussac-Vadalle (16560)**

**CERTIFICAT D'URBANISME INFORMATIF
délivré au nom de l'État**

La préfète de la Charente
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la demande présentée le 03 juin 2024 par CVE BIOGAZ, représentée par CVE BIOGAZ demeurant 5 Place de la Joliette, Marseille (13002), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- cadastré 024-ZK-0006, 024-ZK-0005, 024-ZK-0007
- situé lieu-dit Les Commissions
16560 Aussac-Vadalle

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant à l'installation de valorisation de la biomasse en énergie, en utilisant le procédé de méthanisation ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Coeur de Charente approuvé le 27 avril 2023 ;

Vu l'avis du gestionnaire d'eau potable, SAUR DICT GRAND OUEST – SAUMUR U CHEZ SOGELINK, précisant que le dossier est incomplet pour pouvoir statuer, annexé au présent certificat ;

Vu l'avis du département de la Charente, agence départementale de l'aménagement d'Aigre, du 03 juillet 2024, précisant que les documents transmis à ce stade ne permettent pas d'apprécier l'accès envisagé depuis la route départementale n°40, annexé au présent certificat ;

Vu l'avis sans observation de GRT GAZ du 26 juin 2024, annexé au présent certificat ;

Vu l'avis réputé sans observations du maire d'Aussac-Vadalle ;

Considérant qu'au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime, une installation de méthanisation est considérée comme « agricole » si elle cumule le fait que l'installation est exploitée et l'énergie commercialisée par un exploitant agricole (ou un groupement d'exploitants majoritaires dans une structure sociétaire de statut non commercial) et utilise des matières premières issues au moins pour 50 % en tonnage, de l'agriculture.

Considérant qu'au titre du code de l'urbanisme, l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 novembre 2015, les constructions sont réparties par destination et sous-destination ; **AR Prefecture**

Considérant que les éléments joints à la demande ne sont pas assez explicites pour permettre de définir s'il s'agit d'un méthaniseur agricole ou industriel et de quelle destination ou sous-destination le projet correspond ;

Considérant que la localisation approximative et la destination ou la sous-destination définie aux articles R 151-27 et R151-28 des constructions projetés dans les unités foncières n'a pas été indiquée (digesteurs, cuves de stockage, bâtiments agricoles, bâtiments de stockages, bureaux...), conformément aux articles L410-1 et R410-1 du code de l'urbanisme, ce certificat d'urbanisme est délivré sous la forme d'un certificat d'urbanisme de simple information, limité aux seuls éléments afférents aux terrains.

CERTIFIE

Article 1 : Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables aux terrains sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 : Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme intercommunal susvisé.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-6 à L.111-10, art. R111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27.

Zone(s) : A correspondant aux espaces agricoles ayant un potentiel agronomique, biologique ou écologique. Elle est prioritairement destinée aux constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et sa diversification

Les terrains se trouvent en zone de sismicité d'aléa modéré .

Les terrains sont soumis aux dispositions relatives aux secteurs à protéger pour des motifs paysagers.

La parcelle 024-ZK-005 est soumise à un corridor écologique à remettre en bon état

Article 3 : L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
Eau potable	indéterminé	indéterminé		
Électricité	indéterminé	indéterminé		
Assainissement	indéterminé	indéterminé		
Voirie	indéterminé	indéterminé		

L'extension du réseau public d'électricité n'est pas prévue.

L'extension du réseau public d'eau n'est pas prévue.

La demande étant insuffisamment détaillée et imprécise, les différents services gestionnaires des réseaux ne peuvent statuer sur la demande.

AR Prefecture

016-211600242-20240725-CU01602424X0012-AR
Reçu le 25/07/2024

2/3

Article 4 : Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

TA Communale	Taux = 0 %
TA Départementale	Taux = 1,30 %
Redevance d'Archéologie Préventive	Taux = 0,40 %

Article 5 : Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération :

- Participation pour voiries et réseaux (articles L. 332-15 du code de l'urbanisme)

Article 6 : Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis de construire

Fait à Angoulême
le 09 juillet 2024

P/La préfète,
P/ Le directeur départemental des territoires

La directrice départementale
adjoind des territoires

Nathalie LARRAUX

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

AR Prefecture

016-211600242-20240725-CU01602424X0012-AR
Reçu le 25/07/2024

3/3